

EPI EST

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Cabinet ACP

Société de Commissariat aux Comptes,
Membre de la Compagnie régionale de la Réunion
06, rue Pasteur
97400 Saint Denis
B 479 736 316 RCS Saint Denis



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

EPI EST

Amiral Bouvet
11-12 Résidence Atalante
97470 Saint Benoit

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames et Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **EPI EST** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.../...



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante sur le tableau relatif aux délais de paiement des factures reçues et non réglées au 31 décembre 2024 : la ventilation par tranches des factures reçues et non réglées à la date de clôture de l'exercice ne concorde pas avec la comptabilité.

En application de la loi, nous vous signalons que les comptes clos le 31/12/2023 ainsi que notre rapport sur ces comptes n'ont pas été publiés sur le site de la Direction de l'Information Légale et administrative conformément aux dispositions du décret n°2009-540 du 14 mai 2009.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

.../...



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion ;
- le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

.../...



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Denis, le 05 mars 2025

Le Commissaire aux comptes,

ACP

ACP
Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z

Patrick PATCHEZ

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	199	199		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	150	10	140	
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	68 583	48 896	19 688	16 995
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	1 516		1 516	1 516
Total I	70 448	49 104	21 344	18 511
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Marchandises</i>	3 619		3 619	1 056
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	128		128	108
Créances				
<i>Autres créances</i>	78 477		78 477	83 716
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	140 362		140 362	234 060
<i>Charges constatés d'avance</i>	226		226	226
Total II	222 812		222 812	319 166
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	293 260	49 104	244 156	337 677
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	20 632	20 632
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	163 165	205 020
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 816	-41 855
Situation nette (sous-total)	179 980	183 796
Subventions d'investissement	15 243	10 396
Total I	195 224	194 192
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	29 160	46 980
Total III	29 160	46 980
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	74	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 135	5 460
Dettes fiscales et sociales	11 564	10 696
Produits constatés d'avance	1 999	80 348
Total IV	19 772	96 505
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	244 156	337 677

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	19 772
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	74
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	10 217	6 227
<i>Ventes de prestations de services</i>	1 200	240
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	294 592	220 943
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	46 980	46 980
Autres produits	525	3
Total I	353 514	274 393
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	47 027	25 877
Variation des stocks	-2 563	814
Autres achats et charges externes	51 061	42 948
Impôts, taxes et versements assimilés	2 253	766
Salaires et traitements	161 959	129 018
Charges sociales	14 404	15 198
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 210	9 356
Dotations aux provisions	29 160	46 980
Autres charges	50 638	52 148
Total II	365 148	323 105
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-11 634	-48 712
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	138	102
Total III	138	102
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	138	102

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-11 496	-48 611
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 112	45
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 154	6 769
Total V	8 266	6 814
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	586	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		58
Total VI	586	58
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	7 680	6 756
Total des produits (I+III+V)	361 918	281 309
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	365 734	323 164
EXCEDENT OU DEFICIT	-3 816	-41 855

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EPI EST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 244 156 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 3 816 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Epi-Est régie par la loi 1901 a été créée en 2002, pour répondre aux besoins exprimés par les habitants des communes de l'Est à la suite d'un diagnostic réalisé par les acteurs du territoire :

1) Elle se donne alors pour objectif d'assurer une aide alimentaire aux personnes connaissant des difficultés financières et alimentaires. Cet objectif est mis en œuvre via un dispositif de type Epicerie Sociale qui ouvre ses portes le 02 décembre 2003.

La finalité recherchée : « responsabiliser les familles et leur rendre leur dignité à travers une démarche participative »

2) Face aux problématiques relatives au logement que rencontrent les familles accompagnées en épicerie (dettes de loyer, d'eau et d'électricité, difficultés d'accès au logement...), l'Association a souhaité mettre en place le dispositif d'Accompagnement social lié au logement (ASLL) afin de compléter le travail effectué en épicerie.

En octobre 2011, l'Association obtient un agrément pour mettre en œuvre les mesures d'accompagnement social lié au logement. Dans ce cadre, un temps plein est recruté.

Au vu des demandes recrudescentes, EPI-EST compte depuis août 2013, deux postes à temps plein sur le dispositif ASLL. En juillet 2017, EPI-EST a signé une convention pluriannuelle pour l'ASLL. En décembre 2020, cette convention a été reconduite par un avenant de 6 mois de janvier à juin 2021.

En juillet 2021, une nouvelle convention pluriannuelle a été signée pour la période de 2021 à 2024. Dans le cadre de cette convention, l'Association a pu bénéficier d'un nouveau poste de travailleur social à temps partiel soit, au total, 2.5 ETP sur le dispositif ASLL.

3) En octobre 2023, à la suite d'un appel à projet du Conseil Départemental, l'Association EPI-EST obtient un financement pour la mise en œuvre d'actions complémentaires visant à améliorer les réponses dans le domaine de l'aide alimentaire à la Réunion.

Ce financement a permis d'apporter une réponse complémentaire à l'offre alimentaire actuelle en épicerie en proposant aux familles des fruits et légumes frais ainsi qu'un choix plus large en produits d'hygiène et d'entretien mais également d'aller vers les publics les plus vulnérables (les personnes isolées, âgées ou porteuses de handicap dans l'impossibilité de se déplacer).

L'association a souhaité s'inscrire dans une démarche d'aller-vers en proposant une épicerie sociale mobile depuis 1er janvier 2024.

Règles et méthodes comptables

OBJET :

- Epicerie Sociale pour les familles en situation de précarité résidant sur le territoire EST de l'île (Bras Panon, Plaine des Palmistes, Saint André, Saint Benoit, Sainte Rose, Salazie)
- Espace socio-éducatif permettant leur accompagnement budgétaire et leur insertion sociale.
- Accompagnement social lié au logement sur le territoire EST de l'île (Bras Panon, Plaine des Palmistes, Saint André, Saint Benoit, Sainte Rose, Salazie)

ACTIVITES :

- Proposer l'achat de denrées et de produits de première nécessité, avec une participation de 20% de la valeur commerciale pour le bénéficiaire.
- Aider à la gestion des budgets, l'écoute, débats, formations, conseils.
- Proposer de vêtements de récupération à petits prix dans le cadre de sa friperie
- Permettre le maintien ou l'accès dans le logement à travers un accompagnement individuel à domicile.

MOYEN MIS EN OEUVRE

Contributions financières des projets (subventions) par les partenaires suivants :

- ANDES
- Département
- Mairie de Saint Benoit
- Région
- CAF

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts

Règles et méthodes comptables

historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations incorporelles	199			199
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels		150		150
- Instal.générales, agencements aménagements divers		664		664
- Matériel de transport	15 944			15 944
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 011	3 727		32 738
- Emballages récupérables et divers	9 735	9 502		19 237
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	54 690	14 043		68 733
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 516			1 516
Immobilisations financières	1 516			1 516
ACTIF IMMOBILISE	56 405	14 043		70 448

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		14 043		14 043
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		14 043		14 043
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations incorporelles	199			199
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels		10		10
- Instal.générales, agencements aménagements divers		12		12
- Matériel de transport	9 319	3 189		12 507
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	20 697	5 071		25 768
- Emballages récupérables et divers	7 680	2 928		10 608
Immobilisations corporelles	37 696	11 210		48 905
ACTIF IMMOBILISE	37 895	11 210		49 104

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 80 219 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 516		1 516
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	78 477	78 477	
Charges constatées d'avance	226	226	
Total	80 219	78 703	1 516
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	138
Total	138

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise <i>Dont générosité du public</i>	20 632				20 632
Fonds propres avec droit de reprise <i>Dont générosité du public</i>					
Ecart de réévaluation					
Réserves <i>Dont générosité du public</i>		-41 855		-41 855	
Report à nouveau <i>Dont générosité du public</i>	205 020			41 855	163 165
Excédent ou déficit de l'exercice <i>Dont générosité du public</i>	-41 855	41 855		3 816	-3 816
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	10 396		4 847		15 243
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires (Commodat)					
TOTAL	194 192		4 847	3 816	195 224

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	46 980	29 160	46 980		29 160
Total	46 980	29 160	46 980		29 160
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		29 160	46 980		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 19 772 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	74	74		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 135	6 135		
Dettes fiscales et sociales	11 564	11 564		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	1 999	1 999		
Total	19 772	19 772		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn - fact non parvenues	4 274
Intérêts courus à payer	74
Dettes prov. congés à payer	6 370
Charges sociales congés à payer	778
Total	11 496

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	226		
Total	226		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Total			

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 798 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		2 691	258 319	20 000	13 582	294 592
Subventions d'équilibre			7 153			7 154
Subventions d'investissement						
						301 746



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

EPI EST

Amiral Bouvet
11-12 Résidence Atalante
97470 Saint Benoît

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames et Messieurs les Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions déjà approuvées par l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Saint Denis, le 05 mars 2025

Le Commissaire aux comptes,

ACP
ACP Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z

Patrick PATCHEZ

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 500 euros
Société de Commissariat aux comptes, membre de la Compagnie régionale de la Réunion
B 479 736 316 RCS Saint Denis